

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Indemnité dégressive

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En application du décret n°2015-492 du 29 avril 2015 l'indemnité exceptionnelle allouée à certains fonctionnaires, prévue par le décret n°97-215 du 10 mars 1997, est abrogée et remplacée par une indemnité dégressive à compter du 1^{er} mai 2015.

Au regard de ces modifications, il est proposé au Conseil Municipal d'instaurer cette indemnité dégressive en remplacement de l'indemnité exceptionnelle mise en œuvre en application de la délibération du 27 juin 1998 pour le personnel municipal de la Ville de Montpellier.

Pour rappel, l'indemnité exceptionnelle a été instituée le 1^{er} janvier 1998 pour compenser la perte de salaire subie par les fonctionnaires déjà en poste lors du transfert de la cotisation salariale d'assurance-maladie vers la Cotisation Sociale Généralisée (les primes et indemnités non soumises avant le 1^{er} janvier 1998 à cotisation d'assurance maladie sont entrées, à compter de cette date, dans l'assiette de cotisation de la CSG).

Le décret du 29 avril 2015 créé l'indemnité dégressive en remplacement de l'indemnité exceptionnelle, pour les fonctionnaires aujourd'hui encore bénéficiaires de cette indemnité exceptionnelle.

Cette indemnité dégressive n'est pas soumise à retenue pour pension et le montant mensuel de l'indemnité est plafonné à 415 € quel que soit l'indice majoré du bénéficiaire.

Pour les agents dont l'indice majoré est égal ou supérieur à 400, le montant mensuel brut de l'indemnité est réduit jusqu'à extinction, lors de chaque avancement de grade ou échelon ou chevron, à concurrence du montant résultant de l'augmentation mensuelle du traitement indiciaire brut de l'agent.

Pour les fonctionnaires dont le traitement indiciaire brut est au 1^{er} mai 2015 inférieur à celui de l'IM 400, il sera appliqué la réduction précitée dès lors qu'ils atteindront cet indice.

Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la mise en place de l'indemnité dégressive en remplacement de l'indemnité exceptionnelle ;
- D'inscrire la dépense correspondante au budget du personnel.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015